

« Le bon gouvernement »

Pierre Rosanvallon¹

RESUME²

Dans le cadre de son livre *Le bon gouvernement*, Pierre Rosanvallon nous présente ses réflexions sur la théorisation du pouvoir exécutif comme théorie de l'action gouvernante.

Au sein de l'Histoire de la pensée démocratique, le pouvoir exécutif occupe une position tout à fait secondaire et mineure. Fonctionnellement, la notion d'exécution renvoie à une activité mécanique. Ensuite, d'un point de vue politique, elle a été dévalorisée dans la pensée politique moderne puisque l'idée démocratique est fondamentalement liée à celle d'impersonnalité. Or un gouvernement, le pouvoir exécutif, ne peut pas être représentatif.

Il existe bien des théories du pouvoir exécutif antérieures à la pensée moderne, que l'on retrouve dans la littérature médiévale du « miroirs des princes » ou encore dans les théories de la raison d'Etat du XVIème-XVIIème siècle. Ces théories sont cependant confidentielles, à destination des gouvernants seuls, et ont pour vocation de les guider dans l'exercice de leur fonction. Pendant la période allant de la révolution à la restauration, Necker et Guizot sont les deux seuls auteurs à se saisir du pouvoir exécutif et à en relever l'importance. Les réflexions modernes sur la démocratie ont davantage porté sur la question de la représentativité, à savoir les rapports entre représentés et représentants, ou encore sur la démocratie directe.

Le pouvoir exécutif prend cependant de l'importance au XXème siècle puisque nous sommes progressivement passés de sociétés régies par des normes à des sociétés régies par des décisions et en raison du mécanisme de présidentialisation que l'épisode Bonapartiste en France annonce. Pour autant, nous connaissons aujourd'hui

¹ Pierre Rosanvallon est professeur au Collège de France et notamment responsable de l'initiative « La République des idées » : <http://www.repid.com/>

² Résumé et compte-rendu par Rachelle Belinga, doctorante, CGS Mines ParisTech

une crise à la fois du présidentielisme et de l'élection démocratique. Les partis ont changé de nature et ne sont plus des intermédiaires entre la société et le pouvoir ; le moment électoral n'est plus prédictif du moment gouvernemental en raison d'une inflation de promesses non tenues ; et enfin la décision majoritaire n'est pas représentative de l'intérêt général en raison des effets pervers propres à l'élection.

Dans ces conditions, qu'est-ce que le « bon gouvernement » ? Ce n'est pas la bonne gouvernance. La gouvernance a pour objectif de qualifier des règles de fonctionnement efficace d'une organisation. Il y a un rapport d'horizontalité entre l'institution et ceux qui sont l'institution. Le propre du gouvernement est de s'inscrire dans une procédure de réflexivité du rapport entre l'institution et la société, parce qu'un gouvernement a la tâche de passer de la multitude à l'unité. La solution ne réside cependant pas dans une reparlementarisation parce que le parlement n'est plus l'organe autonome de législation, il est devenu partie des organes gouvernants. Il nous faudrait plutôt démultiplier les fonctions parlementaires. Ce n'est pas l'institution parlementaire, mais les fonctions qui doivent être recomposées, sur le mode de pratiques citoyennes notamment. Le livre *Le bon gouvernement* n'a pas pour objet de définir un modèle mais de proposer un certain nombre de principes et d'illustrations de ce que pourraient être ces nouveaux modes d'actions du pouvoir exécutif.